



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL

21 octobre 2015

Enquête réalisée par PluriConseil du 12 au 14 octobre 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Hara-kiri économique

Par Eric NG PING CHEUN

Le présent gouvernement veut tellement défaire ce qu'a réalisé son prédécesseur qu'il risque de faillir dans son entreprise de redressement. Près de sept mois après la fermeture précipitée de la Bramer Bank, qui a provoqué l'effondrement du groupe BAI, la population commence à se demander si notre économie sortira indemne de ce désastre financier. On peut dire que dans ce cas précis, un gouvernement ne commet pas un suicide économique lorsqu'il croit bien faire. En revanche, quand il connaît tous les enjeux et a toutes les données en main, notamment pour ce qui est de notre secteur offshore, il n'a pas le droit de se faire hara-kiri.

On a beau dire que l'île Maurice n'est pas un « paradis fiscal » ni une « destination de trafiquants », mais notre actuel ministre des Finances n'en démord pas. Et ne voilà-t-il pas qu'il en rajoute une couche en laissant entendre que notre traité fiscal avec l'Inde favorise le « *round tripping* ». On s'est blessé en se tirant une balle au pied, maintenant on se frappe mortellement pour en finir une fois pour toutes. La politique ne pourra pas renverser ce qui est technique : les jeux sont faits avant même la rencontre du Premier ministre mauricien avec son homologue indien.

Comme pour organiser un enterrement de première classe, nos deux ministres responsables de l'économie et des services financiers jubilent devant l'offensive de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices. Le plus important pour eux, c'est qu'ils ont eu raison, et non que l'économie mauricienne en sort perdante. Mais ceux qui vont perdre leur emploi dans le secteur offshore ne sont pas si enthousiastes devant ce développement.

Jamais notre république n'a été si servile d'une institution internationale qui, faut-il le rappeler, défend avant tout les intérêts des pays développés et ne se soucie guère des pays en développement. Où sont nos syndicalistes qui ne ratent pas une occasion de pourfendre le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ? Seraient-ils tellement aveuglés par leur idéologie qu'ils ne voient pas que l'OCDE n'est pas différente de ces deux organisations ? Pourtant, nous avons affaire à une politique impérialiste.

Quarante-sept ans après avoir obtenu son indépendance politique, l'île Maurice prête le flan à une colonisation économique via la perte de sa souveraineté fiscale. Si les pays occidentaux ne peuvent pas baisser leurs taux d'imposition au même niveau que les nôtres, c'est leur problème à eux. Qu'ils règlent leur déficit budgétaire et leur dette publique au lieu de venir dicter ce que doit être

notre politique de taxation. En parlant de « concurrence fiscale nuisible », ils jettent un blâme sur leur propre politique fiscale qui nuit à leur économie.

Rien n'oblige le gouvernement mauricien à changer sa politique selon les desiderata de l'OCDE. D'ailleurs, il est peu probable que des juridictions comme Singapour ou Luxembourg suivent les recommandations de l'OCDE susceptibles d'affecter leur économie. Pour revoir nos traités de non double imposition fiscale, conclus avec une quarantaine de pays, il faudra introduire de nouvelles législations, ce qui prendra du temps. Nous avons signé de tels traités avec une quinzaine de pays africains pour asseoir notre stratégie d'expansion sur le continent noir. Avons-nous une meilleure stratégie de rechange ?

Au lieu d'adopter une position défensive qui fait acte de gèneflexion, nous devons nous organiser pour présenter les mérites de la juridiction mauricienne dans les forums internationaux. Pour cela, il faut maîtriser les dossiers dans leurs moindres détails et se munir d'arguments subtils soutenant une profondeur d'analyse. On ne peut pas convaincre ses interlocuteurs simplement en montrant une vue d'ensemble superficielle avec des raisonnements vaseux.

Nous tuons notre économie si nous remettons en cause notre politique de fiscalité légère. Comme le grand argentier lui-même manque de conviction à ce sujet, il envoie un mauvais signal aux investisseurs. Au moins pourrait-il donner une bouffée d'air frais aux consommateurs en matière de taxation.

Le moment est propice d'utiliser la manne fiscale sur les produits pétroliers pour stimuler l'économie dans le court terme. Une réduction de dix roupies du litre de carburant à la pompe est possible moyennant qu'on revoie les taux d'imposition et la base imposable de celui-ci, ainsi que les subventions aux comptes spéciaux du fonds de stabilisation. La baisse des prix doit être forte pour impacter la croissance, sinon elle n'aura aucune incidence.

Il est injuste pour les automobilistes que les taxes sur le carburant sont utilisées pour investir dans des projets d'infrastructure. Car tout le monde bénéficie de ceux-ci et doit donc les financer en tant que contribuable, c'est-à-dire que les fonds doivent provenir du budget de l'Etat. Le fardeau fiscal doit être équitable.

Il vaut mieux relancer la consommation par une baisse d'impôts que par une augmentation de salaire ou de pension. On aura alors une croissance non inflationniste. Le seul moteur de croissance qui soit fiable actuellement, c'est la consommation, puisque l'investissement est en panne et l'exportation stagne. Avec une propension moyenne à consommer de 88%, une hausse de la consommation a un grand effet multiplicateur sur le produit intérieur brut.

L'arme fiscale peut être motivante ou fatale... C'est pourquoi il faut savoir, comme la télévision nationale, la manipuler.

(www.pluriconseil.com)

1) Selon vous, la croissance économique de 2015 sera finalement...

MEILLEURE qu'en 2014	7%
PAREILLE qu'en 2014	53%
PIRE qu'en 2014	40%

La croissance pas meilleure qu'en 2014

Statistics Mauritius a révisé à la baisse son estimation de la croissance économique pour l'année 2015 à 3,6%, contre 3,5% en 2014. Pour 53% d'analystes, la croissance finira cette année au même taux que l'année dernière. Deux spécialistes sur cinq croient même qu'elle y sera inférieure, cela « *on the back of another contraction of private investment, the restrained growth in capital public expenditure on account of project implementation bottlenecks, and difficulties faced by some economic sectors* ». Les séquelles du démantèlement du groupe BAI montreront encore des effets négatifs pendant que l'économie mondiale ralentit. Ainsi, « *it is difficult to see where growth will come from* », d'autant que « *it will take time for the Smart Cities to kick in* ».

2) Une baisse de dix roupies du prix d'un litre de carburant aura sur la croissance économique de 2016 un...

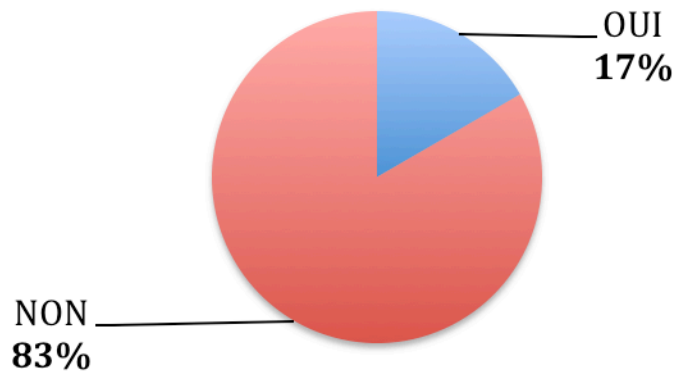
TRÈS GRAND Impact	10%
GRAND Impact	40%
PETIT Impact	50%

Effet incertain du prix du carburant

Quel impact peut avoir une réduction de dix roupies du prix d'un litre de carburant sur la croissance économique de 2016 ? La question divise les analystes. Selon 50% d'entre eux, l'impact sera minime avec peut-être un gain de 0,1 à 0,2 point de pourcentage de croissance, car ce qui sera économisé ne sera pas totalement dépensé. Mais pour d'autres, l'impact sera grand avec un gain de 0,3 à 0,5 point de croissance parce que le coût de production sera diminué, et les dépenses des particuliers stimulées. Reste que, fait ressortir un économiste, « *the level of economic expansion in 2016 would, from a fundamental perspective, be mainly shaped by the evolution of global economic conditions and by the extent to which domestic policy measures will help to re-ignite investment and boost the competitiveness of economic sectors* ».

3) Pensez-vous que la *discounted public sector debt* sera ramenée à 50,0% du PIB en 2018 ?

La dette du secteur public à 50,0% du PIB en 2018

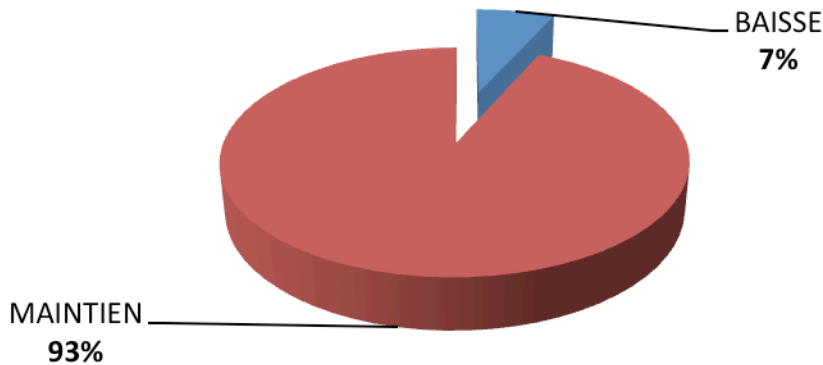


Glissement inquiétant de la dette publique

Le Public Debt Management Act 2008 a établi un objectif de réduction de la « *discounted public sector debt* » à 50,0% du produit intérieur brut (PIB) en 2018. Celle-ci était de 55,4% du PIB en mars 2015. Pour la très grande majorité des personnes interrogées, cet objectif ne sera pas atteint « *on current trends* », à moins bien sûr que le gouvernement rehausse drastiquement les impôts et mène une grande politique d'austérité. Mais « *given pressures on public finance and the continued sub-par evolution of economic growth* », l'Etat aura à emprunter pour relancer l'économie. Un économiste dira que « *it might be a close call though considering a potential sustained pick-up in growth amidst earmarked measures to revitalise investment and the economy at large* ».

4) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du comité de politique monétaire ?

Le Repo Rate à la prochaine réunion du comité monétaire



Pas de baisse du taux directeur

Le comité de politique monétaire se réunira de nouveau un lundi, précisément le 9 novembre prochain. Malgré un taux d'inflation officiel très bas, 93% d'analystes ne croient pas que le taux repo sera abaissé. Celui-ci sera maintenu à son niveau actuel de 4,65% pour ne pas pénaliser l'économie locale, d'autant que la Fed a laissé inchangé son taux directeur. Le contexte économique demeure encore difficile, mais le maintien du taux de référence de la Banque de Maurice restera en vigueur « *in the foreseeable future at least* ».

5) Par rapport à une nouvelle politique de l'accès aérien, s'attendez-vous à un changement...

DE TRÈS GRANDE ampleur	7%
D'ampleur MAJEURE	23%
D'ampleur MINEURE	70%

La survie d'Air Mauritius en jeu

Le gouvernement dit vouloir « *a more open and robust air access policy* ». Il y a eu ces derniers temps quelques changements positifs avec des vols additionnels. Néanmoins, sept sondés sur dix sont d'avis qu'une nouvelle politique de l'accès aérien ne sera pas de grande ampleur. Car « *we have no guts to bring reforms* ». Si nous améliorions la connectivité aérienne avec le soutien d'autres compagnies d'aviation, Air Mauritius ne survivrait pas. Le transporteur national ferait des pertes s'il établissait des lignes sur des pays africains. En attendant, Maurice ne peut-elle pas laisser des gros transporteurs comme Qatar Airways et Etihad venir faire concurrence avec Emirates ?

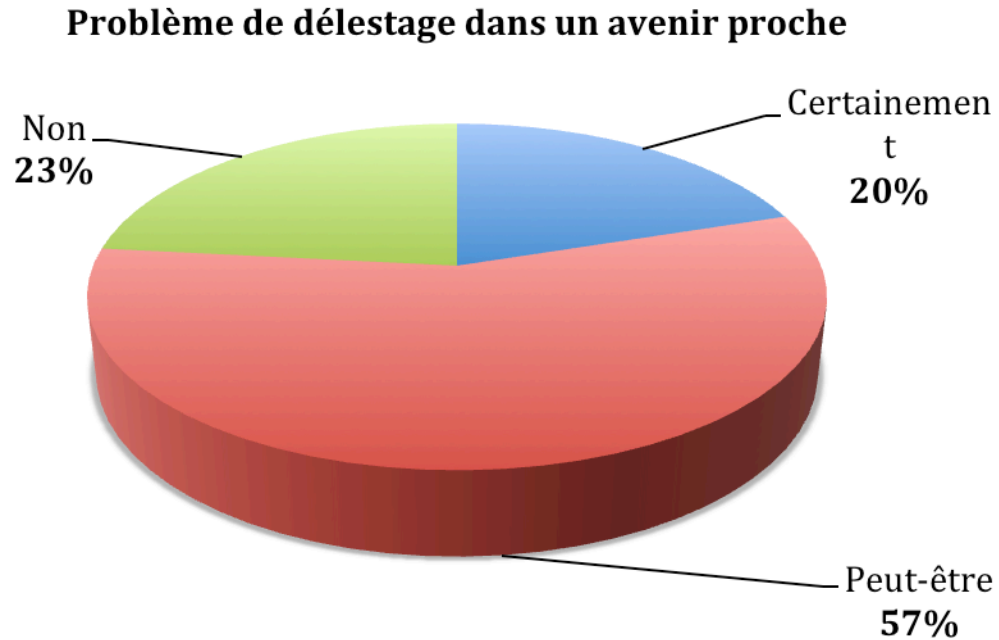
6) Dans l'intérêt du pays, souhaitez-vous pour la Cargo Handling Corporation...

Une privatisation majoritaire	40%
Un partenariat stratégique	60%
Le statu quo	0%

Le statu quo n'est pas une option

Aucun répondant ne préconise le statu quo dans le port. La Cargo Handling Corporation (CHC) doit définitivement trouver un partenariat stratégique selon trois analystes sur cinq, voire privatiser la part majoritaire de son capital. Or c'est un « *political issue* », puisque « *the government wants to keep people in jobs* ». On sait pourtant que la CHC est « *over-manned* » et handicapée par des « *strong unions* ». Le niveau relativement élevé des salaires doit être justifié par une meilleure productivité. Tant que le gouvernement a la mainmise, même avec un partenaire privé, « *employees will always be able to apply some leverage to maintain status quo and set back improvements* ».

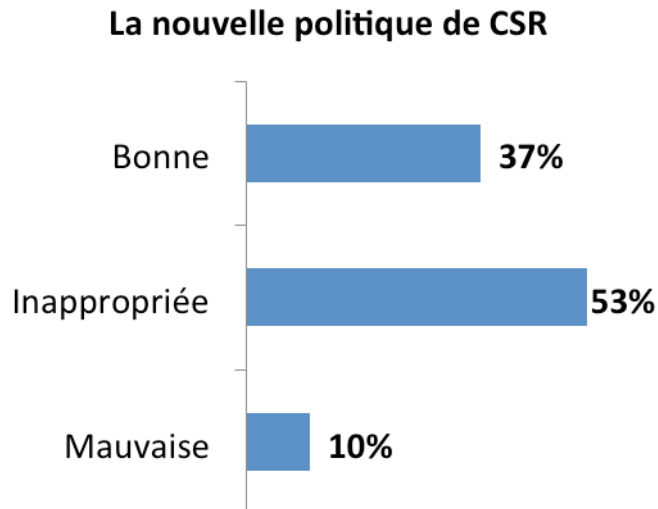
7) Croyez-vous que le pays aura des problèmes de distribution régulière d'électricité dans un avenir proche ?



Le délestage, un risque à considérer

Le ministre de l'Energie rejette toute possibilité de délestage dans le pays dans quelques années. Seulement 23% des sondés sont aussi affirmatifs que lui, 57% expriment des doutes, et 20% anticipent avec certitude des coupures de courant fréquentes. Les pointes du matin et du soir demeurent gérables, les producteurs d'énergie indépendants semblent avoir des capacités inutilisées, et le recours au gaz liquide naturel est envisagé. Pour un économiste, « *despite reassurances provided by the authorities, there is presently a relative lack of visibility over the nature and implementation time frame of key measures that the authorities will, over the short to medium term, adopt to upgrade and extend the electricity distribution network in order to effectively respond to rising demand on the national scale* ».

8) Que pensez-vous de la nouvelle politique de « *corporate social responsibility* » (CSR) du ministre des Finances ?



Politique peu judicieuse contre la pauvreté

Comme annoncé dans le budget 2015-2016, le ministre des Finances a aboli les directives sur le financement de projets tombant sous la responsabilité sociale de l'entreprise. Cette nouvelle politique visant à combattre la pauvreté est jugée bonne par 37% des sondés « *only if the private sector and the government work hand in hand* ». Si 53% d'analystes la trouvent inappropriée, « *not well thought* », c'est parce qu'on aura « *many piecemeal projects without a coherence vision, and this can be counterproductive* ». Les fonds seront « *diverted away from where they really need to go* ». Les projets doivent plutôt « *be led by Government to ensure that maximum effort is applied to specific issues in the shortest time* ».

Enquête réalisée par PluriConseil du 12 au 14 octobre 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, 11128, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.